



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Propos racistes

Question au Gouvernement n° 1711

Texte de la question

PROPOS RACISTES

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Alexandre.

M. Laurent Alexandre . « Marine Le Pen au pouvoir, les Arabes à l'abattoir ! » « Netanyahu, allez ! allez ! » Dans la nuit du 4 au 5 juin, dans une discothèque de Rodez, des jeunes gens, adorateurs du RN, scandaient ces slogans appelant à des meurtres racistes. Je tiens à relayer les multiples témoignages d'Aveyronnais choqués et indignés par de telles paroles (*Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NFP, SOC, EcoS et GDR*), car ils chérissent et transmettent les valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité, comme je salue le courage de la personne qui n'a pas laissé passer ses propos constitutifs d'un délit de provocation à la haine raciste.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Exactement !

M. Laurent Alexandre . Elle a décidé de s'opposer à eux et de filmer la scène. Grâce à son acte responsable et à sa vidéo, le procureur de la République a été saisi et a immédiatement ouvert une enquête.

Malheureusement, il ne s'agit pas d'un acte isolé. D'autres vidéos montrent des scènes similaires ailleurs dans le pays. Le silence du RN est assourdissant. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NFP, SOC et EcoS ainsi que sur quelques bancs du groupe GDR.*) Ses sympathisants traduisent sans filtre son programme de préférence nationale en voulant envoyer les Arabes, comme ils disent, à l'abattoir.

Il est urgent que le gouvernement s'exprime sur le sujet. L'inacceptable ne peut pas devenir acceptable. Ces appels à des meurtres racistes de masse constituent une nouvelle étape dans la banalisation du discours de l'extrême droite. Le résultat de la complaisance médiatique et politique avec le RN est la diffusion d'un imaginaire de haine dans le pays. (*Mêmes mouvements.*)

M. Benjamin Lucas-Lundy . Exactement !

M. Matthias Renault et M. Kévin Pfeffer . Et la Jeune Garde ?

M. Laurent Alexandre . Cela se traduit par une explosion des violences à caractère raciste et antisémite.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Exactement !

M. Laurent Alexandre . Le gouvernement a-t-il bien pris la mesure du danger représenté par tous les racismes qui ébranlent notre République ? Quels moyens va-t-il engager pour ne laisser aucun délit de haine impuni ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP, dont les députés se lèvent, ainsi que sur quelques bancs des groupes SOC, EcoS et GDR.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Mme Aurore Bergé, *ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations* . Je vous remercie pour cette question. La poser vous a obligé à prononcer des termes qui font honte à la République, pour laquelle le racisme est une tache. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EcoS. – Mme Sophia Chikirou applaudit également.*) Chacun, sur tous les bancs de l'hémicycle, devrait avoir le courage et la lucidité de le condamner car, en France, quand on est universaliste, on ne trie pas les haines, on ne les hiérarchise pas, mais on les combat toutes.

C'est le sens du projet de loi qu'à la demande du premier ministre, je présenterai le 9 juillet. Tous les groupes politiques, dont le vôtre, étaient présents à la réunion préparatoire que j'ai organisée. C'est tant mieux. En effet, si, un an avant l'élection présidentielle, l'hémicycle – et, au-delà, l'ensemble du Parlement – est capable, dans un moment d'unité et de concorde nationales, de montrer aux Français, à tous les Français, que ses membres savent combattre le racisme et l'antisémitisme dans un même mouvement, nous compenserons un motif de honte qui s'est trop installé dans la République. Trop de Français doutent de leur place en France, chez eux, chez nous. Ils n'ont pas à le faire, car nous combattons les haines et le racisme, car nous serons au rendez-vous, avec – je l'espère – l'ensemble des forces politiques du pays.

Mme Élise Leboucher . Vous n'avez rien à dire à l'extrême droite ?

M. Benjamin Lucas-Lundy . Abrogez la loi immigration !

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Alexandre.

M. Laurent Alexandre . Notre pays se meurt du racisme. Il est plus que temps de ne plus rien laisser passer ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NFP, dont les députés se lèvent, SOC, EcoS et GDR.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre déléguée.

Mme Aurore Bergé, *ministre déléguée* . Nous ne laissons rien passer et nous ne laisserons rien passer. D'ailleurs, après la révélation des propos que vous avez mentionnés, j'ai demandé que les faits soient signalés au procureur de la République. En effet, il est de notre responsabilité d'accompagner les victimes, toutes les victimes. Dans notre pays, face à la haine antisémite et raciste, 97 % des victimes n'osent pas porter plainte, parce qu'elles ont peur – peur des représailles ou peur que cela ne change rien.

Dans ce combat, chacun doit prendre sa part. Je m'adresse particulièrement à vous (*Mme la ministre déléguée se tourne vers les bancs du groupe RN, dont plusieurs députés protestent*), parce que vous devriez être les premiers à condamner (Nouvelles protestations) des propos dont les auteurs se réclament de votre candidate à l'élection présidentielle.

Données clés

Auteur : [M. Laurent Alexandre](#)

Circonscription : Aveyron (2^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1711

Rubrique : Discriminations

Ministère interrogé : Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations

Ministère attributaire : Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 juin 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 juin 2026